

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Code AIOT : 6400371
Références : D.00595-2024

Avignon, le 13/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 août 2024

Contexte et constats

Publié sur



BIOLANDES

La Coronne Rte de Beaume de Transit
84600 VALRÉAS

1 Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 août 2024 dans l'établissement BIOLANDES implanté La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 VALRÉAS. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOLANDES
- La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 VALRÉAS
- Code AIOT : 006400371
- Régime : Autorisation

La société BIOLANDES exploite sur le territoire de la commune de Valréas une usine de fabrication d'huiles essentielles et de concrètes par entainement à la vapeur d'eau de végétaux ou par extraction à l'aide de solvants organiques.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation environnemental, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° SI 2006-05-18-0040-PREF du 18 mai 2006 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Vérification des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 06 juin 2023 :
 - Article 1 : de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en intégrant dans son état des stocks les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;
 - Article 2 : de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en rendant facilement accessibles l'état de ses stocks notamment aux services d'incendie et de secours ;

2 Constats

2.1. Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - ◆ les observations éventuelles,
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2.2.Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 / l'arrêté de mise en demeure du 06 juin 2023		Sans objet

2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'état des stocks de l'ensemble des matières combustibles non dangereuses et des matières dangereuses est mis à jour quotidiennement. Cet état de stock est accessible facilement pour les services d'incendie et de secours via un téléphone portable ou ordinateur portable. La mise en demeure est donc levée.

2.4.Fiche de constats

Point de contrôle n°1: Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 / l'arrêté de mise en demeure du 06 juin 2023
Thème(s) : levée de mise en demeure
Prescription contrôlée inspection du 20 avril 2023 : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de la Préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Constats effectués le 20 avril 2023 : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées alimenté automatiquement au fil de l'eau en fonction des arrivées, départs et consommations des produits. Cette base de donnée est gérée à distance par les informaticiens du site des Landes. Cette organisation ne permet pas d'avoir accès à l'information utile pour les services de secours en cas d'incendie. L'exploitant doit mettre en place un système qui permette en toute circonstance de transmettre aux services d'incendie et de secours une extraction des données des stocks. Concernant la nature des informations contenues dans la base de donnée, celle-ci n'intègre pas les matières combustibles non dangereuses. L'exploitant doit intégrer ces données dans sa base de donnée. L'exploitant doit également intégrer les rubriques ICPE correspondant aux produits stockés dans son système d'information ainsi que leur localisation au sein des stockages. Lors de la visite, pour quatre références, nous avons pu constater de l'adéquation entre l'état des stocks fourni et les stocks présents sur le site.
Constats : l'état des stocks intègre l'ensemble des matières combustibles non dangereuses et des matières dangereuses. Le classement des matières est fait par catégorie de rubriques et par phrases de risques. Les informations sont facilement accessibles via un téléphone portable ou ordinateur portable.
Observations :
Type de suites proposées : Sans-suite
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet